



FIDA

FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

Conseil d'administration - Soixante-sixième session

Rome, 28-29 avril 1999

RAPPORT INTÉRIMAIRE SUR L'ÉVALUATION

1. Le présent rapport intérimaire et programme de travail annuel comprend quatre parties: la première récapitule les principales activités d'évaluation entreprises en 1998; la deuxième expose brièvement les principaux enseignements tirés des évaluations et études effectuées; la troisième résume d'autres activités ayant trait à l'évaluation entreprises au cours de l'année, et la quatrième traite du programme de travail du Bureau de l'évaluation et des études pour 1999. On trouvera à l'annexe I une synthèse des évaluations terminales, des évaluations rétrospectives et des évaluations de portefeuille de pays effectuées en 1998, à l'annexe II des tableaux détaillés des activités ayant trait à l'évaluation entreprises en 1998, et à l'annexe III une liste de celles qui sont prévues pour 1999.

I. RÉCAPITULATION DES PRINCIPALES ACTIVITÉS D'ÉVALUATION MENÉES EN 1998

2. Vingt et une évaluations ont été effectuées en 1998: 16 de projets, une de don d'assistance technique (DAT), une de portefeuille de pays (EPP) et trois études thématiques. Trois des 16 évaluations de projets ont été réalisées à mi-parcours (dont une financée par le Fonds de survie belge): deux en Afrique et une dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord. Six évaluations intermédiaires ont été effectuées: quatre en Afrique (dont une financée par le Fonds de survie belge) et deux dans la région Amérique latine et Caraïbes. Deux évaluations ciblées sur les associations de services financiers en Afrique ont été réalisées. Cinq évaluations terminales ont été entreprises, deux en Asie, une en Amérique latine et Caraïbes, une au Proche Orient et Afrique du Nord, et une en Afrique. Une EPP a été organisée en Asie et un don d'assistance technique a été évalué en Amérique latine et aux Caraïbes. Trois études thématiques ont été entreprises en 1998: i) approche FIDA de la mise en valeur des petits États insulaires; ii) approche FIDA de l'établissement des petites associations d'irrigants; iii) cultures non irriguées dans la région du Proche-Orient et Afrique du Nord.

3. En outre, l'évaluation du Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification (PSA) a été achevée et présentée à la session du Comité de l'évaluation qui s'est tenue en avril 1998. Des réunions sur l'évaluation du PSA ont eu lieu avec la Direction suisse de la coopération au développement et avec un groupe de parlementaires belges en mai et en juin 1998, respectivement, et une autre réunion a rassemblé le personnel du FIDA et les représentants d'institutions collaborant avec le Fonds au siège de l'organisation en octobre 1998.

4. Quatre ateliers nationaux ont été organisés pour examiner les résultats des évaluations avec les différentes parties prenantes au Bhoutan, en Mauritanie, en Tunisie et en Zambie. Les fonctionnaires du Bureau de l'évaluation et des études ont organisé et participé à plusieurs missions et ateliers appuyant les systèmes de suivi et évaluation (S&E) et renforçant le potentiel dans ce domaine. Ce type d'activité a eu lieu en 1998 en Arménie, au Bénin, en Bolivie, au Mali, en Palestine, au Swaziland et en République-Unie de Tanzanie.

Activités d'évaluation en 1998

Types d'évaluation ¹⁾	Afrique	Asie et Pacifique	Amérique latine et Caraïbes	Proche-Orient et Afrique du Nord	Total
Évaluations à mi-parcours	2			1	3
Évaluations intermédiaires	4		3 ²⁾		7
Évaluations terminales, rétrospectives	1	2	1	1	5
Évaluations ciblées	2 ³⁾				2
Portefeuille de pays		1 ⁴⁾			1
Total partiel	9	3	4	2	21 ⁵⁾
Missions spéciales d'appui/ateliers	6	1	1	3	11
Total	15	4	5	5	32

- 1) Voir annexe IV pour la définition des différents types d'évaluation.
- 2) Inclut l'évaluation du don d'assistance technique N° 310 (Réseau de projets appuyés par le FIDA en Amérique latine et aux Caraïbes - FIDAMERICA).
- 3) Projets au Bénin et en Guinée.
- 4) L'EPP du Népal couvrait neuf projets.
- 5) Ce chiffre se monte à 21 du fait qu'il couvre trois évaluations thématiques en cours: développement, associations d'irrigants et zones de culture non irriguée dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord.

II. ENSEIGNEMENTS TIRÉS DE L'ÉVALUATION ET DES ÉTUDES

A. Points saillants de l'évaluation du Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification

Instruments opérationnels du FIDA: l'utilité de la diversification

5. Dans les régions caractérisées par l'instabilité et la diversification qui englobent de nombreuses parties de l'Afrique subsaharienne, le potentiel économique et les priorités évoluent rapidement et de manière imprévisible. Il est donc nécessaire de se doter d'instruments souples et adaptables pour suivre la fluctuation des besoins et atteindre les objectifs du développement. Au stade de la conception des



activités de lutte contre la pauvreté dans les pays de l'Afrique subsaharienne, mieux vaut privilégier la mise en place de services décentralisés et le financement d'organisations locales, ainsi que les investissements identifiés au cours de l'exécution des projets, plutôt que de déterminer à priori les investissements à faire et les organisations à appuyer.

6. Le succès ou l'échec de toute opération dépend du choix des organisations chargées de l'exécution et de la qualité des partenariats établis pour promouvoir le développement. Il faut identifier les partenaires dès le début de la conception des projets, améliorer le diagnostic institutionnel et associer toute les parties prenantes à la formulation des programmes et des services bénéficiant d'un appui. La conception des projets/programmes ne peut évoluer au cours de l'exécution, que si les organismes chargés de l'exécution peuvent intervenir dès ce stade. On recourra plus fréquemment à de petits projets pilotes financés par des dons pour tester et développer les capacités et pour établir des partenariats avant le lancement de projets plus ambitieux.

7. L'engagement à long terme du FIDA est indispensable pour obtenir des résultats durables et mettre progressivement fin aux activités avec les meilleures chances de succès. C'est souvent entre la troisième et la cinquième année d'exécution des projets qu'on peut déterminer les besoins prioritaires des groupes cibles, trouver des solutions aux problèmes initiaux de conception/exécution, et voir se dessiner les activités les plus importantes. Mais les trois ou quatre années qui restent alors sont insuffisantes pour que l'on puisse tirer pleinement parti des activités. Des résultats durables sont généralement le fruit de la persévérance, d'une adaptation progressive et d'un processus d'apprentissage patient et continu.

8. Les programmes doivent être plus fermement ancrés dans les économies locales. Les organisations d'agriculteurs et les communautés locales devraient avoir davantage de latitude dans le choix des prestataires de services, des fournisseurs et des entreprises de construction et pouvoir renforcer les compétences essentielles. Cette approche présenterait quatre avantages: i) elle renforcerait par l'apprentissage les capacités de négociation des groupes cibles; ii) elle aiderait les bénéficiaires à se sentir responsables des investissements; iii) elle simplifierait des procédures administratives coûteuses et promouvoirait un développement durable; iv) elle renforcerait le potentiel socio-économique de la région.

9. Des consultations périodiques devraient réunir les organismes d'exécution et les représentants des communautés ou des groupes concernés pour leur permettre d'échanger plus systématiquement des données d'expérience, ainsi que d'examiner et d'évaluer les activités du programme. Ces consultations renforcent le contrôle des communautés sur l'exécution des projets, mettent à jour les problèmes les plus courants (et les solutions) que l'approche "verticale" des projets et l'éparpillement de leurs relations avec les villages dissimulent souvent, et contribuent à améliorer la transparence des décisions. Il peut en résulter une modification de la conception et/ou des modalités d'exécution.

10. Il faut donner aux concepteurs et aux organismes d'exécution les moyens d'identifier les innovations envisageables au plan institutionnel, technologique ou organisationnel. Les activités de recherche et développement participatif en amont peuvent être particulièrement fructueuses à cet égard. Au cours de l'exécution, l'établissement de partenariats avec des chefs d'exploitation, des instituts et des centres de savoirs locaux, éventuellement associés à la conception et à la supervision d'activités menées au titre de projets et de programmes, peut aider à identifier des innovations possibles.



11. Les pays de l'Afrique subsaharienne reçoivent une aide extérieure considérable de donateurs plus influents que le FIDA. Pour pouvoir augmenter la contribution qu'il apporte aux politiques nationales de lutte contre la pauvreté rurale et la désertification, et transposer ailleurs ses activités, le Fonds doit élargir et renforcer le dialogue et les alliances stratégiques avec tous les représentants de la société civile des pays où il est présent ainsi qu'avec les donateurs partageant ses objectifs fondamentaux.

Sécurité alimentaire durable pour les zones semi-arides de culture non irriguée

12. La plupart des interventions du PSA en zones semi-arides visent à promouvoir les techniques de mise en valeur de la terre sur les exploitations (conservation du sol et de l'eau (CES) et agroforesterie) et, dans une moindre mesure, à appuyer la fourniture d'intrants et la recherche. L'expérience montre que les ménages de petits agriculteurs, les plus pauvres notamment, ont pour souci principal d'améliorer leur sécurité alimentaire et que les considérations écologiques viennent derrière cette préoccupation. Les interventions qui ont commencé par renforcer la sécurité alimentaire locale tout en ayant un impact à long terme sur la productivité des ressources naturelles sont celles qui ont donné les résultats les plus prometteurs. Il apparaît aussi que les stratégies de renforcement de la sécurité alimentaire à long terme ne peuvent s'appuyer exclusivement sur l'augmentation de la production vivrière, mais que la gestion des stocks et surtout la diversification des revenus jouent un rôle également important. Les activités extra-agricoles, l'élevage commercial sur une petite échelle et les cultures irriguées à haute valeur ajoutée sont essentiels pour garantir la sécurité alimentaire dans les zones semi-arides.

13. D'une manière générale, le potentiel de recherche et d'innovation des agriculteurs est insuffisamment reconnu et sous-exploité en raison de l'approche technicienne et verticale adoptée par les établissements publics de recherche et de vulgarisation. Étant donné la grande diversité des contraintes et du potentiel de l'agriculture non-irriguée en zones semi-arides, il est essentiel que les expérimentations, les recherches et les innovations soient strictement localisées.

14. Les mesures CES sur les terres agricoles ont donné des résultats prometteurs en contribuant à réduire le risque de stress hydrique. L'adoption et la transposition de ces techniques par les petits agriculteurs dépendent de la facilité de leur application, de la possibilité de les intégrer au calendrier des travaux agricoles et surtout de leur impact immédiat sur la production. Dans ce contexte, les technologies mécaniques ont donné de bons résultats. L'évaluation du PSA a conclu néanmoins que ces résultats à eux seuls ne suffisaient pas pour obtenir une amélioration durable. Pour rétablir durablement l'équilibre entre les pressions croissantes exercées sur les terres agricoles et la base de ressources disponibles, l'utilisation d'engrais organiques et minéraux doit compléter les mesures CES mécaniques. À défaut de cette combinaison, la fertilité du sol continuera de diminuer. L'évaluation du PSA a par ailleurs confirmé l'importance cruciale de l'agroforesterie dans les systèmes de culture de savane et la nécessité d'associer étroitement culture, agroforesterie et élevage pour garantir une sécurité alimentaire durable.

15. Après le stress hydrique, les dégâts infligés aux cultures non irriguées par les ravageurs sédentaires ou migrants sont par ordre d'importance la deuxième cause des mauvais rendements et du risque élevé en zones semi-arides. Les avantages des mesures correctrices ont été sous-estimés par la plupart des projets parce qu'elles se limitaient à quelques interventions prudentes. Sans parler de l'importance de services de prévision et donc de prévention d'infestations généralisées, il reste beaucoup à faire dans le domaine de la recherche et de l'utilisation de techniques phytosanitaires manuelles et biologiques. La lutte intégrée contre les ravageurs qui s'accompagne du renforcement des savoir-faire locaux et d'innovations devrait être développée dans les zones semi-arides.

16. Il ressort d'une analyse des projets du PSA que, dans bien des cas, les agriculteurs doivent augmenter leurs moyens de transport (charrettes notamment) pour développer leurs systèmes de production, notamment pour gérer la fertilité du sol (transport d'engrais et de fourrage) et améliorer l'accès aux marchés. En outre le travail des femmes en serait allégé. Davantage de ressources devraient être allouées à la production locale de matériel de traction peu coûteux.

B. Quelques enseignements tirés des évaluations en Afrique australe et en Afrique de l'Ouest

17. En 1998, on a passé en revue les évaluations récemment entreprises en Afrique australe et en Afrique de l'Ouest et regroupé les enseignements qui en ont été retirés¹. Les résultats de cet exercice sont résumés ci-après.

18. **Problèmes transitoires de décentralisation.** La décentralisation est habituellement bien accueillie puisqu'elle rapproche les populations locales du processus démocratique et qu'elle leur donne la possibilité d'exprimer leurs priorités en matière de développement. Mais dans certains pays africains elle a aussi provoqué des perturbations de courte durée lorsqu'elle survenait pendant l'exécution des projets. Les enseignements tirés de ces constatations soulignent les points suivants:

- La décentralisation administrative a toute chance d'être à long terme bénéfique aux groupes cibles du FIDA et il faut veiller à ce que les bouleversements transitoires ne masquent pas les avantages potentiels. Toutefois, quand la décentralisation coïncide avec l'exécution d'un projet, elle peut grever des ressources limitées et préconiser la modification de limites bien établies, ce qui peut entraîner des bouleversements à court et à moyen terme.
- Les méthodes de travail et les objectifs des projets et des programmes doivent être modifiés pour tenir compte des changements introduits par la décentralisation. Partout où c'est possible, il faudra anticiper les effets de la décentralisation afin de réduire les perturbations possibles. Au stade de la supervision, il est particulièrement important d'identifier en accord avec la direction les modifications conceptuelles pouvant s'avérer nécessaires. Les responsables des projets respecteront la nouvelle hiérarchie pour éviter de saper l'objectif stratégique de la décentralisation.
- Quand la conception anticipe sur la décentralisation, il faut aménager une souplesse suffisante et prévoir des moyens de financement supplémentaires pour appuyer l'administration locale. Il est nécessaire d'investir dans le court terme pour récolter dans le long terme.

19. **Interventions sociales préalables au renforcement des activités de production.** Le projet FIDA type prévoit des mécanismes de ciblage au stade de la conception des projets pour faire en sorte que les principaux bénéficiaires appartiennent aux secteurs les plus pauvres de la communauté. Cependant, des programmes d'investissement comportant une importante composante développement communautaire et prévoyant la construction de puits, de centres de santé, d'écoles etc. doivent normalement servir la communauté tout entière. Certains peuvent même avoir une couverture nationale. Un projet peut donc réunir une composante développement social non ciblée et des composantes activités agricoles et extra-agricoles très ciblées.

¹ Il s'agit des évaluations des projets suivants: 1) Éthiopie - Programme spécial pour l'Éthiopie; 2) Gambie - Projet de petits ouvrages de maîtrise des eaux; 3) Ghana - Projet de conservation des sols et de réhabilitation des petites exploitations dans le Haut Ghana oriental; 4) Ghana - Évaluation du portefeuille de pays; 5) Ghana - Programme de relèvement et de développement des petites exploitations; 6) Lesotho - Projet de soutien aux initiatives locales; 7) Ouganda - Projet de développement communautaire intégré dans le district de Hoima; 8) Ouganda - Projet de relèvement agricole de la région du Sud-Ouest.



20. Ces dispositions peuvent diviser les communautés, soit parce que les groupes les plus défavorisés s'attendent à avoir un accès préférentiel aux activités de développement social, soit parce que les plus pauvres sont tellement démunis qu'ils ne peuvent participer aux activités économiques même les plus rudimentaires. Toutefois, les évaluations récemment faites en Afrique donnent à penser que:

- Quand on associe aux projets les plus défavorisés de la communauté, la constitution de groupes promouvant des activités de développement communautaire peut aider à établir et à renforcer les institutions locales de base, à démarginaliser les groupes défavorisés et à les associer aux activités économiques.
- Les programmes associant activités sociales et économiques peuvent recourir à des mécanismes de ciblage particuliers. En règle générale, les activités de développement communautaire ne sont efficaces que si elles couvrent la totalité de la population (eau de boisson, santé, etc.) ou si elles sont résolument sélectives (par exemple, programme pour les femmes enceintes et les mères allaitantes).

21. **Formation du personnel aux programmes faisant appel à la participation.** Pour intégrer la participation dès le stade de la conception des projets, il faut d'abord déterminer si le personnel chargé de l'exécution a la préparation voulue. Quand les fonctionnaires ont un rôle important à jouer, il ne leur est pas toujours facile de changer les attitudes qu'ils se sont formées au fil des ans. Ils peuvent avoir le sentiment que les paysans sont incapables de choisir le mode d'action le plus conforme à leur intérêt. Les évaluations de projets exécutés en Afrique australe et en Afrique de l'Ouest ont fait apparaître des difficultés de cet ordre.

- Les activités de développement menées avec la participation de la population doivent être confiées à des membres du personnel formés et rompus aux méthodes participatives, la compétence technique ne pouvant se substituer à l'expérience. Les concepteurs de projets doivent être au courant des activités de réorientation et/ou de formation qu'il faut prévoir à l'intention du personnel chargé de l'exécution.
- Il est difficile de susciter des changements d'attitude. Cet effort doit être encouragé et suivi. Il faut parfois des années pour modifier la façon d'aborder le développement, surtout au niveau institutionnel.

22. **Approche globale de la sécurité alimentaire des ménages.** Un certain nombre de projets et de programmes visent notamment à améliorer la sécurité alimentaire des ménages en augmentant la production de cultures spécifiques. Ces interventions ont généralement réussi dans le court terme. Les évaluations ont donné comme explication une mauvaise appréciation de la complexité de la stratégie adoptée par les ménages à l'égard de la sécurité alimentaire et la méconnaissance des rôles très différenciés des hommes et des femmes dans les ménages et les communautés.

- Les projets visant à améliorer la sécurité alimentaire des ménages doivent reposer sur une bonne appréciation des priorités attribuées par les ménages aux activités promouvant leur sécurité, pour faire en sorte que les objectifs, loin de s'annuler, se renforcent mutuellement.
- On ne peut aborder les problèmes de sécurité alimentaire, si l'on n'a pas une vue globale des stratégies déployées par les agriculteurs et les ménages. Cela suppose une analyse des rôles attribués à chaque sexe et l'identification des activités engagées sur l'exploitation et hors exploitation pour améliorer la sécurité alimentaire. L'idéal serait que les ménages puissent choisir parmi un éventail d'activités celles qui contribuent à promouvoir la sécurité alimentaire et que les activités ainsi retenues soient appuyées par des projets.



- Dans les cas où différentes cultures doivent être encouragées, il faut évaluer leur part respective dans l'alimentation et la nutrition ainsi que dans l'apport de revenus afin de pouvoir justifier le choix des priorités. Les fluctuations de prix au cours de l'exécution du projet peuvent influencer sur les priorités, qui doivent donc être revues périodiquement.

C. Enseignements tirés de l'évaluation des composantes crédit des projets exécutés en République-Unie de Tanzanie

23. Une évaluation ciblée des composantes crédit rural des projets appuyés par le FIDA en République-Unie de Tanzanie a conclu que la mise en place de mécanismes de crédit viables par la promotion et le renforcement d'institutions locales avait donné d'excellents résultats. Le rôle joué par les coopératives d'épargne et de crédit dans les services financiers ruraux a fortement contribué à promouvoir les composantes crédit du FIDA. Ces coopératives sont des institutions locales simples et novatrices qui assurent la participation des communautés au niveau local grâce à leur conception de la gestion du crédit, au rôle qu'elles y jouent et à des coûts d'administration des prêts nettement inférieurs à ceux des établissements financiers formels. Ce sont des institutions démocratiques qui font porter tous leurs efforts sur les prêts et sur la mobilisation et la gestion de l'épargne au niveau local. Ces caractéristiques en font des mécanismes idéaux pour assurer des services financiers aux régions rurales du pays, en particulier aux secteurs écartés et isolés où la pauvreté est concentrée.

24. L'expérience montre que la viabilité des opérations de crédit dépend d'un certain nombre de facteurs, parmi lesquels la demande de crédit, la bonne gestion des opérations et le maintien des frais à un niveau minimum. À cela s'ajoute le problème des taux d'intérêt et l'aptitude des intermédiaires à adopter des taux acceptables pour leur clientèle, tout en ménageant une marge suffisante pour couvrir les coûts administratifs. Enfin, les opérations de crédit ne sont durables que si deux conditions sont réunies: a) taux de recouvrement élevés pour préserver l'intégrité du capital; b) bonne mobilisation de l'épargne pour accroître les fonds pouvant être prêtés.

25. Au stade de la conception du projet, il faudrait procéder sur le terrain à une évaluation approfondie des intermédiaires financiers qu'on envisage d'associer aux futurs projets et aux activités connexes. Cette démarche est fondamentale pour la réussite des composantes relatives aux services financiers. Il faudrait étudier les dossiers permettant de déterminer la proportion de pauvres effectivement atteints; le rayon d'action des services et la pauvreté relative de la clientèle; la qualité des services financiers et le portefeuille de prêts; l'administration; les procédures et l'expérience comptables; la capacité de gestion; les résultats financiers dans le long terme; l'existence de systèmes de rapports de suivi et d'information de qualité, ou la possibilité d'en créer.

26. Les besoins financiers des ruraux pauvres ne sont pas homogènes et varient souvent en fonction des conditions et des circonstances locales. La particularisation du crédit est essentielle et doit reposer sur la nature des activités appuyées par le crédit. Les produits financiers proposés dépendront des conditions socio-économiques: mobilisation de l'épargne, prêts à court, moyen et long terme, virements, opérations de change. Il est important d'analyser les besoins et les services attendus du groupe cible, faute de quoi l'efficacité et l'efficience de l'ensemble des opérations de crédit pourraient être compromises.

27. Pour concevoir des programmes pilotes tenant compte des changements intervenus dans les conditions macro-économiques ou dans le contexte réglementaire et juridique depuis le début de l'exécution du projet, il faut avoir à l'esprit les hypothèses de base qui ont inspiré sa conception initiale. La taille du projet pilote doit correspondre au nouvel environnement et, si nécessaire, il faudra revoir la zone couverte. Les dotations en personnel, les ressources et les procédures doivent être adaptées en conséquence. On établira un plan d'action précis et limité dans le temps pour éviter

que le programme pilote ne devienne trop coûteux et ne déborde le cadre initialement prévu. Un système pilote est une phase expérimentale qui permet de tester les procédures, les mécanismes et les technologies et de déterminer si l'opération peut être reproduite à plus grande échelle de manière rentable.

D. Enseignements tirés de l'évaluation des dons d'assistance technique

Dons d'assistance technique pour la formation à la lutte contre la pauvreté dans la région Asie et Pacifique

28. **Teneur de la formation.** Les enseignements tirés de l'évaluation mentionnée ci-dessus indiquent notamment que, contrairement à ce qu'on pensait, les modules préétablis de gestion des projets ne sont pas toujours adaptés et n'améliorent pas nécessairement l'exécution des programmes de lutte contre la pauvreté. L'enchaînement des opérations nécessaires pour préparer puis dispenser les enseignements préalables à la lutte contre la pauvreté doit retenir toute l'attention. La production des modules de formation exige une compétence radicalement différente de celle des formateurs.

29. **Renouvellement rapide du personnel.** De nombreux projets de lutte contre la pauvreté en Asie du Sud sont confrontés à une rotation excessivement rapide du personnel d'encadrement, ce qui nuit à la continuité de l'exécution et affaiblit l'impact de la formation. Les compétences en matière de lutte contre la pauvreté et de développement participatif doivent être diffusées beaucoup plus largement de manière à constituer un vaste réservoir de personnel auquel on pourra éventuellement recourir.

30. **Type de formation.** Il serait plus rationnel d'introduire dans le programme des établissements de formation en cours d'emploi et de formation préalable des enseignements améliorant les capacités des fonctionnaires responsables du développement rural. Dans le cadre d'un effort durable, et efficace compte tenu du coût, on établirait un programme spécial de formation en cours d'emploi pour la fonction publique; un programme prérecrutement pour les stagiaires pouvant être appelés à gérer de futurs projets de lutte contre la pauvreté; et des cours de gestion de programmes de lutte contre la pauvreté et de processus participatifs viendraient enrichir le programme d'études des universités de développement agricole et rural.

31. **Formation nationale.** Il faut renforcer les moyens des établissements de formation nationaux. L'enseignement y est surtout dispensé sous forme de cours, alors que les stagiaires préfèrent voir de près les conditions de vie des agriculteurs. Il faut améliorer certains programmes et revoir les méthodes pédagogiques. Une première mesure consisterait à améliorer la capacité des établissements de formation nationaux en assurant une large diffusion aux méthodes d'enseignement/apprentissage les plus efficaces.

32. **L'apprentissage à distance** par Internet est recommandé pour compléter directement les cours des enseignants. Le personnel affecté aux programmes de lutte contre la pauvreté pourrait repérer les questions techniques pour lesquelles il a besoin d'aide; et les réseaux électroniques sur la pauvreté rurale pourraient fournir les données et les directives nécessaires pour une interaction fructueuse avec les paysans.



Don d'assistance technique pour le réseau de projets appuyés par le FIDA en Amérique latine et aux Caraïbes (FIDAMERICA)

33. Ce programme a été élaboré et exécuté au cours de la période 1995-1998 pour améliorer l'efficacité et l'impact de projets appuyés par le FIDA en Amérique latine et aux Caraïbes. Les projets étaient reliés à un réseau électronique qui transmettait les informations techniques et méthodologiques au personnel et aux représentants des paysans de manière automatique, continue et rentable. Le programme FIDAMERICA a poursuivi les objectifs qui lui avaient été assignés par des activités de trois ordres: i) formation; ii) assistance technique; iii) gestion de l'information.

34. Pour les initiatives du type FIDAMERICA, les plans annuels d'exécution de programmes et de projets connexes devraient prévoir le temps nécessaire pour recueillir des informations sur les mesures prises et les enseignements qui en ont été tirés, les échanges de connaissances, la préparation d'études de cas et la participation à des conférences électroniques, etc. Le problème fréquemment évoqué du manque de temps pour compiler la documentation publiée à l'issue de multiples conférences et autres manifestations trouverait ainsi une solution et les ressources investies dans ces réseaux auraient une justification.

35. Pour renforcer les compétences, promouvoir la recherche d'informations par d'autres voies et assurer la durabilité, FIDAMERICA pourrait relier son site web aux moteurs de la recherche internationale (par exemple Yahoo, Altavista) et de la recherche régionale, comme dans le cas de certains serveurs privés. Des indications succinctes sur ce qu'il est possible de faire et sur le mode d'emploi pourraient être fournies.

36. La page intérieure de FIDAMERICA a des liens avec des "sites intéressants" potentiellement utiles; d'autres pourraient être ajoutés - universités, bibliothèques, institutions ou projets qui ne sont pas cofinancés par le FIDA, organisations non gouvernementales (ONG), projets du FIDA extérieurs à la région, organismes de coexécution, journaux spécialisés, presse régionale et internationale, etc. On pourrait répertorier les usagers de FIDAMERICA en vue d'identifier les liaisons les plus importantes ou les plus intéressantes. À cet égard, il ressort de l'évaluation que le FIDA devrait revoir les liens existants et que les organismes d'exécution devraient s'assurer qu'ils reflètent bien les intérêts des utilisateurs potentiels.

E. Diffusion des enseignements tirés de l'évaluation au niveau international

37. **Système de données d'évaluation (EKSYST).** Ce système établi en 1995/96 constitue un outil de recherche électronique assurant le stockage, la recherche et l'extraction systématiques des données d'évaluation, y compris les enseignements tirés des évaluations, les résumés des évaluations de projet, les conclusions et les recommandations proposées. À la fin de 1998, 300 documents étaient disponibles sur EKSYST et tous les membres du personnel du FIDA assurant la mise au point et le suivi des projets avaient accès au système. Une version du système IFADEVAL est également accessible sur Internet. EKSYST a été présenté à différentes reprises en 1998: a) présentation formelle avec la contrepartie Internet, à l'exposition organisée à Rome du 6 au 12 février 1998 à l'occasion du vingtième anniversaire du FIDA. La présentation était destinée au Conseil des gouverneurs du FIDA et au grand public visitant l'exposition; b) présentation officielle à l'Université d'agriculture d'Uppsala (Suède) à l'occasion des manifestations organisées pour célébrer le vingtième anniversaire du FIDA. EKSYST a été présenté aux membres du corps enseignant, aux étudiants et au grand public; c) présentation informelle à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) à Rome en juin. Étaient présents des directeurs et des membres du personnel de la FAO chargés de l'évaluation, ainsi que des membres du Centre d'investissement, et du Programme alimentaire mondial (PAM); d) présentation officielle à la Conférence annuelle de la Société européenne d'évaluation tenue à Rome du 29 au 31 octobre 1998; v) présentation officielle aux participants à l'Atelier international sur les innovations

en matière de microfinancement à l'intention des ruraux pauvres, organisé à Accra (Ghana) du 9 au 13 novembre 1998. Les participants à ces forums, représentant par exemple l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le Ministère allemand de la coopération économique et la FAO, ont demandé et obtenu l'accès au système.

38. **Système de données d'évaluation (IFADEVAL).** Depuis que le site a été inauguré par le Président du FIDA à l'occasion de la Conférence mondiale sur le savoir au service du développement à l'ère de l'information, tenue à Toronto en juin 1997, le nombre d'utilisateurs d'IFADEVAL a augmenté. Au cours de la période août-novembre 1998, on a enregistré sur le site une moyenne de 10 000 consultations par mois. IFADEVAL a été établi pour faciliter les échanges de données d'évaluation sur la lutte contre la pauvreté rurale entre les organisations du système des Nations Unies, la Banque mondiale, les banques de développement régionales, les organismes d'assistance bilatérale, les organisations gouvernementales et les ONG; il fait partie du réseau sur le développement rural et la sécurité alimentaire du Comité administratif de coordination (CAC) des Nations Unies. Les usagers d'IFADEVAL ont maintenant accès aux enseignements tirés des évaluations sur différents sujets, notamment les services ruraux et financiers, la conception du système S&E, la durabilité financière et institutionnelle, la participation et la démarginalisation, et d'autres questions intéressant les responsables du développement. Le site Web donne accès à deux forums interactifs sur l'évaluation: un forum général ouvert à toutes les parties intéressées et un forum spécialisé réservé aux membres du réseau sur le développement rural et la sécurité alimentaire du CAC. Depuis l'inauguration d'IFADEVAL, un troisième forum consacré au suivi de l'atelier international sur les innovations en matière de microfinancement à l'intention des ruraux pauvres a été établi pour promouvoir les connaissances et la diffusion d'informations dans ce domaine. IFADEVAL propose également des informations sur les conférences internationales et les ateliers sur l'évaluation à venir; une section consacrée aux publications sur l'évaluation; des liaisons avec d'autres institutions des Nations Unies, des institutions d'assistance bilatérale et multilatérale, des ONG, et des nouvelles concernant l'évaluation.

III. AUTRES ACTIVITÉS D'ÉVALUATION

39. **Table ronde sur l'évaluation du portefeuille de la Mauritanie.** Trois membres du Comité de l'évaluation du Conseil d'administration du FIDA ont participé à la table ronde qui s'est tenue à Nouakchott (Mauritanie) les 15 et 16 juin 1998. La réunion a été ouverte par le Ministre du plan en présence du Ministre du développement rural et de l'environnement et du Ministre de la fonction publique et a rassemblé 54 représentants: fonctionnaires nationaux et régionaux, parlementaires et maires, représentants de la société civile, de la FAO, du PAM, du Programme des Nations Unies pour le développement et du FIDA. Les débats ont porté sur les principales conclusions et recommandations de l'EPP et ont été l'occasion d'échanges de vues fructueux entre décideurs, agriculteurs et donateurs. Il a été également question de la nécessité de réorienter les politiques agricoles sur la lutte contre la pauvreté rurale, les difficultés socio-économiques et institutionnelles rencontrées et les mesures à prendre pour les surmonter. La division Afrique I suivra les répercussions de ces discussions sur la formulation des futures politiques agricoles.

40. **Journées d'échange d'informations sur le développement rural en Tunisie.** Dans le prolongement de l'évaluation terminale de projets financés par le FIDA dans le gouvernorat de Sidi Bouzid et en collaboration avec le Gouvernement tunisien, le Bureau de l'évaluation (OE) a organisé à Tunis les 4 et 5 mai 1998 des journées d'échange d'informations sur le développement rural. Le but était d'examiner comment les méthodes utilisées dans les projets de Sidi Bouzid étaient transposables à d'autres secteurs et à quelles conditions. Le séminaire a été inauguré par le Secrétaire d'État pour l'hydraulique et a réuni 60 fonctionnaires nationaux et régionaux, spécialistes, chercheurs, partenaires du développement (donateurs) et membres du personnel du FIDA intéressés. Les débats ont essentiellement porté sur les enseignements tirés de l'évaluation, notamment sur le rôle de la culture sans irrigation dans les régions marginales en développement, la création d'un



environnement propice au développement d'initiatives locales, et les stratégies opérationnelles pouvant être incluses dans la stratégie du FIDA pour la Tunisie. Il sera tenu compte des conclusions et recommandations du séminaire dans la conception de futurs projets et dans la formulation de la politique agricole préconisée en Tunisie.

41. **Atelier sur l'évaluation du Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification.** L'atelier faisait suite à un certain nombre de réunions et de discussions sur le rapport d'évaluation du Programme spécial (voir par. 3). Organisé par OE avec la participation du personnel opérationnel du FIDA, de consultants et de représentants d'institutions associées, l'atelier a examiné les principales conclusions et recommandations de l'évaluation du Programme spécial (PSA). Les discussions ont notamment porté sur: a) l'orientation stratégique et les composantes du programme: intérêt des cadres logiques de PSA I et II; b) la réduction des risques dans la culture non irriguée et la gestion des ressources naturelles dans les régions semi-arides; c) le développement de la petite irrigation et la maîtrise des eaux gérés par les agriculteurs: prise en charge et durabilité; d) les instruments, méthodes et procédures d'intervention du FIDA dans les pays de l'Afrique subsaharienne; e) les incitations et méthodes de financement de la mise en valeur des terres (CES, petite irrigation, etc.): les problèmes et options en matière de prise en charge et de durabilité; f) le partenariat et la participation à la conception et à l'exécution.

42. Au total 42 participants ont assisté à l'atelier, dont trois membres du Comité de l'évaluation et 23 membres du personnel et consultants du FIDA. Au nombre des institutions participantes figuraient la FAO, le PAM, le Bureau des services d'appui aux projets de l'ONU, la Banque ouest-africaine de développement, l'Institut de recherches et d'application de méthodes de développement (IRAM) et le Comité inter-États permanent pour la lutte contre la sécheresse au Sahel. Le débat a porté sur différents problèmes pratiques et un certain nombre de participants ont demandé une élaboration plus poussée des directives techniques et opérationnelles.

43. **Le programme de formation sur le suivi et l'évaluation du Projet de développement rural à Santa Cruz (Bolivie), avril 1998.** Cet atelier d'une semaine a été organisé par le Programme de renforcement de la capacité régionale d'évaluation des projets de lutte contre la pauvreté rurale en Amérique latine et aux Caraïbes (PREVAL) - Don d'assistance technique N° 302 - dans le cadre d'un plan de formation intégré au suivi et à l'évaluation des projets de développement rural dans la région Amérique latine et Caraïbes. La session de formation de Santa Cruz ouvrait une série de trois phases étalées sur une période de neuf mois. L'atelier a réuni la plupart des cadres de projet du FIDA responsables du S&E dans la région et a traité de la structure générale des systèmes S&E et d'outils spécifiques tels que la méthode du cadre logique. Un certain nombre d'études de cas probants ont été présentées pour permettre des échanges fournis d'expériences et des tentatives de solution au niveau de la région.

44. Le plan intégré mentionné ci-dessus prévoyait la mise en oeuvre de systèmes et d'instruments de S&E dans chaque projet, et le suivi devait être assuré sur la base de ce qui avait été appris à l'atelier. Les participants ont répondu positivement à l'initiative rendue possible par le personnel de PREVAL et du Programme régional de formation au développement rural, deux dons d'assistance technique financés par le FIDA pour promouvoir les moyens de formation et d'évaluation en Amérique latine et dans les Caraïbes.

45. **Atelier sur l'évaluation et la gestion des savoirs tout au long du cycle des projets.** Cet atelier de deux jours a eu lieu au siège du FIDA à Rome en septembre 1998 et a été organisé conjointement avec la FAO, le PAM et le Department for International Development (DFID) du Royaume-Uni. Le but était de faciliter les échanges d'expériences et d'enseignements tirés de l'évaluation et d'examiner les méthodes permettant d'améliorer l'évaluation et les résultats. Les sessions avaient un caractère essentiellement pratique et les deux tiers du temps étaient consacrés à la discussion. Les participants représentaient le personnel de la Banque mondiale, de DFID, de l'Institut international des ressources phytogénétiques (IPGRI), de l'OCDE et des services d'évaluation des trois organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome. Participait aussi le Représentant permanent du Royaume-Uni auprès des institutions des Nations Unies sises à Rome.

IV. APERÇU DU PROGRAMME DE TRAVAIL DU BUREAU DE L'ÉVALUATION POUR 1999

46. **Principales priorités.** En 1999, on s'attachera prioritairement à examiner si la fonction évaluation du FIDA est adéquate et si les activités d'évaluation aident à atteindre les objectifs de l'organisation. Une revue interne sera conduite à cet effet en étroite concertation avec le Comité de l'évaluation. L'opération fournira la possibilité de réévaluer le rôle du Comité de l'évaluation et d'examiner la suggestion avancée par certains membres du Conseil d'administration à l'effet que celui-ci soit davantage associé à l'examen des grands problèmes d'évaluation.

47. L'examen mentionné ci-dessus devrait être achevé à la fin de 1999. Deux résultats concrets en sont attendus:

- a) identification des objectifs et de l'orientation stratégique de OE au cours des quatre à cinq prochaines années. Sur cette base, OE formulera, en l'an 2000, sa stratégie opérationnelle et sa conception de l'évaluation à moyen terme, compte tenu de sa stratégie institutionnelle, des fiches de notation et des paramètres de la Vision.
- b) préparation et approbation d'un programme de travail annuel OE intégré pour l'an 2000.

48. Il a été reconnu à juste titre que la gestion des savoirs constituait la pierre angulaire des activités de l'OE. Tout en continuant de développer les instruments existants, comme EKSYST et LEOS (Learning from Each Other's Success), OE participera à une consultation de toute l'organisation pour l'établissement d'une stratégie de gestion des savoirs dans le domaine de la pauvreté rurale. À la fin de 1999, OE devrait avoir déterminé comment la fonction de l'évaluation peut aider le FIDA à atteindre son objectif ultime - prendre la tête de la gestion des savoirs relatifs à la pauvreté rurale.

49. **Activités d'évaluation.** En 1999, OE poursuivra son travail d'évaluation habituel en s'inspirant des principes suivants:

- a) les rapports d'évaluation doivent être courts, faciles à comprendre, et respecter les dates limites convenues;
- b) les méthodes faisant appel à la participation sont utilisées au maximum et associent bénéficiaires et organismes chargés de l'exécution;



- c) la priorité va aux projets, thèmes et secteurs pour lesquels la nécessité d'une évaluation a été reconnue conjointement par le Département de gestion des projets et les institutions coopérantes, et qui offrent les meilleures possibilités de réunir des informations sur la lutte contre la pauvreté;
- d) les exercices d'évaluation ont pour résultat d'impartir à toutes les parties concernées une connaissance parfaite des résultats obtenus, des enseignements tirés, des mesures et du suivi nécessaires.

50. L'annexe III présente une liste des évaluations à mi-parcours, intermédiaires, terminales et rétrospectives, des EPP, et des études thématiques à effectuer en 1999.

51. Les évaluations ciblées et thématiques gagneront sans doute en importance. En 1999, l'évaluation thématique de la mise en valeur des petits États insulaires et la première phase (étude théorique) de l'étude thématique sur les associations d'irrigants pour les petits périmètres d'irrigation seront achevées. Dans le contexte de l'étude thématique de la culture non irriguée dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord, quatre études de cas de pays - Maroc, Soudan, Syrie et Tunisie - seront achevées. D'autres études thématiques seront mises en route en 1999, comme indiqué à l'annexe III.

52. En 1999, OE a l'intention d'entreprendre une revue des différentes méthodes d'évaluation de la participation en vue d'unifier la perception des problèmes au siège de l'organisation.

53. Comme par le passé, OE consacra une partie de ses ressources annuelles à des activités visant à renforcer la capacité d'évaluation dans les pays en développement. Il conviendra dans ce contexte de revoir l'expérience de PREVAL afin d'identifier les enseignements qui s'en dégagent et de déterminer leur importance pour d'autres régions.

54. On s'accorde depuis longtemps à reconnaître qu'il est indispensable de collaborer avec les services d'évaluation d'autres organisations travaillant à promouvoir le développement pour améliorer la profondeur et la portée de l'analyse, la qualité des résultats et des recommandations et l'impact des évaluations en général. En 1999, OE a l'intention d'élargir le champ de ses partenariats avec d'autres organismes de développement. Des discussions seront engagées avec la Banque mondiale sur la possibilité d'échanger systématiquement les enseignements tirés d'évaluations de programmes de lutte contre la pauvreté rurale et d'identifier les secteurs d'intérêt commun. Les deux organisations pourraient ainsi collaborer à l'évaluation et/ou à l'identification de méthodes appropriées de lutte contre la pauvreté rurale. OE continuera de collaborer avec les autres institutions des Nations Unies sises à Rome en échangeant des données d'expérience avec la FAO et le PAM dans le cadre de réunions régulières et par le biais d'EKSYST. La contribution de OE au réseau du CAC sur le développement rural et la sécurité alimentaire par le biais d'IFADEVAL sera renforcée et l'accent sera mis sur la couverture du site. Des consultations seront organisées avec des organisations de développement bilatérales pour identifier les secteurs/régions d'intérêt commun et concevoir un cadre pour des évaluations conjointes.

ANNEXE I

**SYNTHÈSE DES ÉVALUATIONS TERMINALES ET
DES ÉVALUATIONS DE PORTEFEUILLE DE PAYS**

Les conclusions les plus intéressantes des évaluations terminales et des évaluations de portefeuille de pays effectuées en 1998 sont présentées ci-après, par ordre alphabétique des pays groupés par division régionale du FIDA.

ASIE

Bangladesh: Évaluation terminale du projet de développement de l'élevage au niveau de la petite exploitation

1. Le projet a été approuvé par le FIDA en juillet 1991, mais n'a commencé que deux ans plus tard. L'Agence danoise de développement international (DANIDA) a fourni une assistance technique et le projet a été achevé en juin 1998. Le coût total s'est monté à 15,08 millions de USD sur lesquels le FIDA a fourni un prêt de 10,83 millions de USD. Le projet visait essentiellement les femmes pauvres n'ayant accès ni au crédit institutionnalisé ni aux prêts de la Grameen Bank, et se proposait d'améliorer leurs revenus et leurs conditions de vie en promouvant l'élevage de volaille à domicile. Les bénéficiaires escomptés comptaient 261 000 ménages fonctionnellement sans terre constituant a) le groupe cible principal composé de ménages fonctionnellement sans terre représentant le noyau dur de la pauvreté (possédant et travaillant moins de 0,5 acre de terre et ayant pour principale source de revenu leur travail); le nombre total de ménages entrant dans cette catégorie se montait à 1,5 million; et b) le groupe cible secondaire, composé d'agriculteurs marginaux vivant dans la pauvreté absolue (de 0,5 à 1,49 acre de terre en propriété propre ou en métayage); près d'un million de bénéficiaires entraient dans ce groupe.

2. À l'achèvement du projet, 323 000 élevages de volaille, principalement dirigés par des femmes, étaient opérationnels contre les 261 000 entreprises prévues à la conception. À la fin du projet, les volailles avaient augmenté de près de 5 millions d'unités dans la zone du projet; la production d'oeufs avait augmenté de 360 millions d'oeufs et la production de viande de 2 400 t.

3. Le projet reprenait le modèle de petit élevage conceptualisé et développé par le Comité de promotion rurale du Bangladesh au cours des années 80 avec l'appui du Département des services d'élevage. L'idée était d'établir au niveau des villages une série d'entreprises spécialisées interdépendantes échangeant leurs produits dans un souci d'économie. Les ONG participantes devaient faciliter l'opération en assurant la formation, en fournissant du crédit, en s'occupant de la gestion et de la commercialisation. Leur intervention devait progressivement s'effacer à mesure que le modèle se mettrait en marche.

4. Le projet a démontré que la production de volaille au niveau du village était parfaitement adaptée à la lutte contre la pauvreté. Elle fournissait un environnement dans lequel des fonds, qui autrement n'auraient peut-être pas été engagés, étaient affectés à la mise en place et au développement d'un mécanisme d'offre d'aliments pour volaille et de poussins d'un jour. L'exécution du projet a suscité une demande et établi un réseau de distribution d'aliments pour volaille et de poussins d'un jour, qui n'existait pas au départ. Le modèle, cependant, n'était pas indispensable et le même résultat aurait pu être atteint avec un certain nombre d'autres stratégies tendant à la même fin. Le principal investissement technique avait pour but d'améliorer les races en introduisant dans l'élevage d'un premier groupe de villages des poussins d'un jour ou de jeunes poulets, mais ce résultat n'a pas été atteint. On a constaté qu'en fait les micro-entreprises étaient indépendantes les unes des autres et avaient des débouchés directs, ou plus souvent, vendaient par l'entremise des ONG. Celles-ci ont en outre participé de plus en

ANNEXE I

plus à la production et à l'offre d'intrants. La stratégie du projet dépendait ainsi fortement des services des ONG et nécessitait une gestion et une supervision plus importantes que ce qui était raisonnablement possible. Il est important à l'avenir de mettre au point de nouvelles méthodes qui: a) créent les conditions d'une intermédiation durable des ONG dans un environnement concurrentiel; b) assurent un rapport coût-efficacité satisfaisant des services fournis par les ONG; c) soient moins dépendantes d'une gestion et d'une supervision sophistiquées. Sauf évolution dans le sens évoqué ci-dessus, les erreurs qui ont caractérisé les stratégies des projets antérieurs - dans lesquels le renforcement des institutions gouvernementales devenait une fin en soi plutôt qu'un moyen - peuvent fort bien être répétées par les ONG.

5. Pour une application généralisée du modèle d'élevage de la volaille retenu au Bangladesh, il faut s'assurer que l'offre et la distribution de vaccins ne laissent à désirer ni qualitativement ni quantitativement et que les rations alimentaires sont bien équilibrées avant d'investir dans une stratégie de développement de l'élevage de la volaille au niveau des villages mettant l'accent sur l'introduction de races exotiques. La conception de futurs projets d'amélioration de la production villageoise de volaille devrait mettre l'accent sur des technologies d'alimentation améliorée de lutte contre la maladie et de gestion peu coûteuses, peu risquées et de haut rendement. Les programmes visant à augmenter le potentiel de reproduction des volailles devraient privilégier la sélection d'espèces locales plutôt que d'introduire des espèces coûteuses, et à haut risque.

Inde - Évaluation terminale du Projet de développement en faveur des populations tribales de l'Orissa

6. En 1998, le Projet de développement en faveur des populations tribales de l'Orissa a fait l'objet d'une évaluation terminale. Le coût total du projet se montait à 24,4 millions de USD, dont un prêt du FIDA de 12,2 millions de USD. Le projet, qui a pris effet en mai 1988 et s'est terminé en décembre 1997, devait améliorer durablement la situation économique des populations tribales, et bénéficier à quelque 125 000 familles. Les objectifs devaient être atteints par un programme intégré d'investissement dans la production agricole et la mise en valeur des ressources naturelles (42% du prêt du FIDA), le développement des ressources humaines (6,5%), l'infrastructure rurale (10%), les levées topographiques et la sédentarisation (5,5%) et l'appui à la gestion (8%).

7. Si les résultats sont bons dans l'ensemble, des améliorations pourraient être envisagées dans certains secteurs. Ainsi, le projet a donné une idée du rôle utile que pourraient jouer les interventions de type FIDA et l'appui du gouvernement pour la promotion des populations tribales au Kashipur. À noter que des réalisations remarquables sont à porter au crédit de la composante développement de l'infrastructure et que dans certains cas les objectifs ont même été dépassés; ainsi 130 km de routes rurales ont été améliorées ou construites (contre les 120 km envisagés) et fournissent maintenant une voie de circulation et de communications vitale dans un secteur où l'accès aux villages écartés et aux régions tribales était jusqu'alors très difficile. Toutefois, on s'inquiète de la difficulté d'entretenir l'infrastructure après le projet et de la durée des résultats dans le long terme. Cela est dû en partie au fait que les populations tribales ne sont pas associées aux travaux d'infrastructure, et par suite n'ont pas le sentiment d'être parties prenantes; et en partie aux ressources limitées du gouvernement et à son peu de détermination concernant l'entretien de l'infrastructure.

8. Le projet a permis de faire les levés topographiques et de distribuer des terres aux familles tribales. Au cours de la période d'exécution, des attestations de droits sur la terre ont été remises à 6 837 bénéficiaires tribaux (au nom du mari et de la femme) sur une superficie de 17 175 acres réparties entre 236 villages, ce qui conforte notablement la sécurité sociale et économique des populations.

ANNEXE I

Cependant, un problème important subsiste, celui de la conservation et de la gestion des ressources communes qui entrent pour une part importante dans les moyens de subsistance des populations tribales.

9. La composante développement de l'agriculture et des ressources naturelles a notablement amélioré la productivité des ressources et contribué à transformer l'écosystème et les conditions de vie de la population. Des semences hybrides à haut rendement ont été introduites et 221 ouvrages de collecte de l'eau ont été mis en place pour l'irrigation. À noter aussi 3 111 ha de terres mis en culture, 5 595 ha semés en engrais verts et la construction de 5 320 ouvrages de lutte contre le ravinage. On note cependant avec inquiétude que les différents intrants (semences, outils agricoles, etc.) fournis gratuitement ou à des prix fortement subventionnés pendant la période de mise en oeuvre ne sont plus à la disposition des populations tribales. Aucun mécanisme n'a été mis en place pour assurer la fourniture rapide et régulière d'intrants une fois le projet terminé.

10. La composante développement des ressources humaines n'a pas répondu aux attentes, en raison surtout des difficultés de gestion et de suivi. Les activités prévues au titre de cette composante étaient capitales pour renforcer le potentiel des communautés, assurer la mobilisation sociale et fournir la motivation indispensable à la réussite du projet, à son impact et à sa durabilité.

Népal - Évaluation du portefeuille de pays

11. **Portefeuille du FIDA.** Au total, le FIDA a financé neuf projets au Népal pour un coût total de 187 millions de USD. Sa contribution sous forme de prêts se monte à 95 millions de USD, soit 51% du total. Les organismes de cofinancement ont contribué à hauteur de 31% des coûts totaux du projet, le gouvernement et les bénéficiaires à hauteur de 17% et de 1%, respectivement. Six projets du FIDA ont été achevés, deux sont en cours et un a récemment pris effet. Le FIDA a évalué trois projets: évaluation terminale du Projet de développement des petites exploitations (SFDP II) en décembre 1993; évaluation intermédiaire du Projet de crédit à la production à l'intention des femmes des zones rurales (PCRW) en février 1996; évaluation à mi-parcours du Projet d'irrigation alimentée par eaux souterraines et de relèvement des régions sinistrées à la suite d'inondations (GWIFRP) en avril 1998. En 1993, le FIDA a effectué une étude rétrospective du Projet de développement de la zone d'intervention en collaboration avec la Banque asiatique de développement (BAsD). Quatre des six projets terminés étaient nationaux ou chevauchaient sur plusieurs régions et les trois projets en cours sont régionaux. L'irrigation et le crédit rural constituent les deux activités les plus courantes. Les activités de six projets ont été organisées autour du crédit.

12. **Tendances.** Les évaluations ont dégagé plusieurs tendances importantes: a) les taux de décaissement se sont améliorés avec le temps; b) la période d'exécution est passée de cinq à sept ans; c) le niveau du cofinancement a été abaissé dans les projets plus récents; d) de vastes projets d'infrastructure destinée à l'irrigation et à l'aquaculture ont été remplacés par des interventions moins coûteuses, dans lesquelles le crédit joue un rôle important; e) les coûts totaux par ménage bénéficiaire ont beaucoup diminué; f) les projets plus récents traitent de manière plus efficace les problèmes de la déforestation, de la dégradation des terres et les difficultés rencontrées par les groupes cibles du FIDA.

13. **Productivité.** En gros, les projets des donateurs n'ont pas contribué à instaurer une croissance économique équitable conforme aux attentes. Plusieurs projets figurant dans le portefeuille du FIDA n'ont pas eu l'impact ni la durabilité attendus; c'est le cas du premier projet d'irrigation (irrigation par gravité). En outre, après l'évaluation à mi-parcours (1998) du second projet d'irrigation (puits tubés peu profonds), le FIDA a décidé de mettre fin au projet. Une majorité de projets figurant dans les portefeuilles d'autres donateurs, comme la Banque mondiale et la BAsD, ont aussi fait l'objet d'évaluations défavorables, du moins jusqu'à une époque récente. Les donateurs bilatéraux et

ANNEXE I

multilatéraux s'inquiètent de la médiocrité des résultats obtenus, de la difficulté d'obtenir que des comptes soient rendus et d'atteindre le groupe cible, enfin de la faible productivité des investissements.

14. **Évaluation institutionnelle.** Les donateurs, parmi lesquels le FIDA, ne pèsent pas suffisamment les avantages et les faiblesses des organisations devant exécuter les projets. Ainsi, on a longtemps chargé la Banque de développement agricole du Népal de la fourniture du crédit, alors que le crédit collectif et la responsabilité solidaire lui étaient étrangers et qu'elle n'était pas autonome financièrement. On a aussi continué de faire appel au Département de l'irrigation pour le développement de l'irrigation, alors que ses ingénieurs ne tenaient ouvertement aucun compte de la dimension participative de gestion de l'eau. Les effets négatifs du développement pris en charge par les ingénieurs ont été bien attestés en Asie et ailleurs. Vu ce qui précède, il est essentiel de mieux analyser la culture des institutions chargées de l'exécution.

15. **Technologie appropriée.** Au stade de la conception il faudrait étudier si les technologies qui ont été testées et qui ont fait leurs preuves sur le terrain sont disponibles et peuvent être diffusées efficacement par les services de vulgarisation. La technologie retenue pour le projet d'irrigation alimentée par eaux souterraines et de relèvement des régions sinistrées à la suite d'inondations était excessivement coûteuse et inappropriée dès le départ, son adoption présupposant le recours à des subventions qui ne peuvent être maintenues durablement. La conception du Projet de mise en valeur des ressources forestières et fourragères sous bail dans le Moyen Pays pêchait par excès d'optimisme en assumant que les projets de développement forestier communautaires pourraient fournir des essences arborées et fourragères appropriées; en outre, l'importance marginale du fourrage arboré pour l'alimentation du bétail supplémentaire n'a pas été comprise.

16. **Incitations et sanctions.** Les innovations parrainées par le gouvernement pour promouvoir l'intensification des cultures, l'utilisation durable des terres et l'augmentation des revenus ne peuvent atteindre le but visé que si elles sont accompagnées d'une série d'incitations clairement annoncées et de sanctions dûment appliquées. Ainsi, le Projet de mise en valeur des ressources forestières et fourragères sous bail dans le Moyen Pays n'a pas réussi à consigner des incitations transparentes dans un cadre réglementaire associant ressources forestières communautaires et législation des bails. En l'absence de code, les sites établis n'ont pas été respectés par la communauté, le droit d'utilisation des ressources sous bail est resté très vague et les procédures fastidieuses d'enregistrement des groupes et des sites se sont étalées sur des années. Dans le cas de l'irrigation, les responsables du projet n'ont pas empêché les agriculteurs de la zone d'intervention de faire des prélèvements excessifs, privant d'eau les agriculteurs situés à l'autre extrémité et désavantageant les paysans les plus démunis. Des sanctions crédibles doivent frapper les contrevenants. En ce qui concerne les crédits fournis par la Banque de développement agricole du Népal, les taux constamment faibles de recouvrement du crédit peuvent s'expliquer par l'absence ou la rareté des sanctions en cas de défaut de paiement. Par ailleurs, quand les fermiers des microprojets d'irrigation ont pu constituer des intergroupes, comme dans le cas du Deuxième projet de développement des petites exploitations, la communauté a sanctionné les contrevenants.

17. **Contraintes budgétaires.** Comme les organismes d'exécution tendent à être directement associés à la mise en oeuvre des projets, une grande mobilité des fonds est indispensable. De plus, les donateurs demandent d'autres fonds pour des projets supplémentaires. De son côté, le Ministère des finances

ANNEXE I

essaye de faire des économies en coupant les dépenses même sur des budgets déjà adoptés. Les organismes d'exécution gouvernementaux manquent de fonds et leurs moyens d'action reste bien en-deçà des attentes. Le nombre de communautés bénéficiant de services durables ne cesse de diminuer une fois que l'aide du donateur est terminée.

18. **Suivi de la productivité.** En ce qui concerne la conception et l'exécution du programme, de nombreux donateurs - parmi lesquels le FIDA - ne se soucient pas suffisamment de réunir des données permettant de suivre et d'évaluer la productivité au niveau des exploitations agricoles. En outre, l'EPP n'a pas constaté que les organismes d'exécution effectuent régulièrement des analyses des coûts/bénéfices si simples soient-elles pour apprécier les résultats des agriculteurs et leur volonté d'adopter les technologies promues (en utilisant les données concernant les exploitations agricoles). Rien ou presque n'indique que les ressources, les fonds ou le crédit des projets soient jamais réaffectés ou que la technologie soit revue pour augmenter la productivité de l'investissement public. Quand la productivité, les bénéfices et les coûts attendus ne sont pas déterminés et qu'aucun moyen de suivi n'a été mis en place, la faible productivité de l'investissement public est inéluctable. À noter aussi qu'on ne tire pas les enseignements qu'on pourrait de projets précédemment exécutés dans le pays. Les donateurs travaillent isolément, ne communiquent pas leurs constatations et ne constituent un fonds de connaissances locales en organisant des ateliers annuels sur le résultat des évaluations.

19. **Interventions à l'initiative des communautés.** Les interventions cherchant à gagner la confiance des femmes pauvres avant de lancer des activités génératrices de revenus sont celles qui ont les meilleures chances de succès. On fait appel à des vulgarisatrices qui abordent directement au niveau des comités de mise en valeur des villages les problèmes des femmes rurales. Les messages transmis par les vulgarisateurs aux membres masculins des ménages n'atteignent pas toujours les femmes. La confiance s'établit beaucoup plus facilement quand des vulgarisatrices qualifiées peuvent prendre contact directement avec les femmes rurales. De cette manière, les besoins des femmes peuvent être véritablement pris en compte. Il faut procéder par étapes successives pour mobiliser des groupes suffisamment homogènes de femmes démunies pouvant exprimer leurs besoins et réduire différents risques.

20. Le programme de crédit pour les femmes rurales appuyé par le FIDA a suivi cette approche. D'après l'estimation de l'EPP, le recouvrement du crédit dans le Népal - malgré le recours à des succursales bancaires - a atteint un taux proche de 90%, très supérieur aux taux obtenus dans le cas de programmes faisant appel à des banques commerciales. Le résultat est tout à fait remarquable, vu les obstacles rencontrés. Le programme a également innové en démontrant que les groupes et les associations rassemblant les groupes de femmes démunies pouvaient eux-mêmes gérer - avec très peu de défauts de paiement - leurs besoins de crédit sans faire appel au secteur bancaire formel. Il est clair que le projet mérite d'être repris. La même approche a été adoptée avec succès par de nombreuses ONG.

21. On fait progressivement appel à l'entremise d'ONG pour appuyer des organisations communautaires comme des groupes de mères. Après s'en être remis exclusivement à la Banque de développement agricole du Népal pour le décaissement du crédit au titre de ses projets, le FIDA a progressivement adopté dans les années 1997/98 le modèle de la Grameen Bank, ainsi que le montre son projet de réduction de la pauvreté dans l'ouest du Terai. On a établi dans le cadre de ce projet des groupes cohérents de femmes rurales dont la participation est réglée par un protocole très simple, dont l'épargne est collectée régulièrement et dont les demandes de prêts sont examinées par des pairs. L'autociblage est fréquent. Le projet a donné jusqu'à présent d'excellents résultats. Les perspectives sont bonnes aussi longtemps que les interventions du gouvernement ne compromettent pas la souplesse et la volonté d'innovation et d'amélioration.

ANNEXE I

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

Costa Rica - Évaluation terminale du projet de développement du crédit agricole dans la zone Nord

22. Une évaluation terminale du Projet de développement du crédit agricole dans la zone Nord a été entreprise en 1998. Les coûts totaux se montaient à 10,3 millions de USD, le FIDA finançant 4,5 millions de USD, soit 43,7%. L'objectif essentiel était d'augmenter les rendements des bénéficiaires en améliorant la production agricole. Le projet devait avoir pour effet d'augmenter la surface plantée en céréales et de diversifier la production en introduisant des cultures non-traditionnelles (surtout ananas, palmito, agrumes et bananes plantain). Il devait aussi augmenter le rendement des céréales en modifiant les techniques de production de la population cible, c'est-à-dire en introduisant progressivement des intrants (essentiellement de nouvelles variétés de semences et des engrais), tout en maintenant la plupart des pratiques existantes.

23. Le projet a été lancé en octobre 1992 avec la coopération de la Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE) et devait initialement se terminer le 30 juin 1994. Par la suite la BCIE a approuvé une prolongation de trois ans jusqu'à la fin de juin 1997, et le FIDA a approuvé trois prolongations du prêt (en juin 1995). Le projet s'est terminé le 31 décembre 1997.

24. Le projet a fortement contribué à modifier la production agricole dans la zone du projet. Plus de 3 700 prêts représentant un total de 7,5 millions de USD ont été accordés à quelque 3 200 familles, 14% des prêts allant à des femmes. Près de 1 130 petits agriculteurs ont bénéficié de prêts accordés à des organisations de producteurs.

25. La période d'exécution du projet a été caractérisée par un contexte économique favorable. Le commerce extérieur a enregistré d'excellents résultats: en 1997, les exportations et les importations ont doublé par rapport aux niveaux de 1991. Les produits non-traditionnels ont enregistré les meilleurs résultats, passant de 52,8% du total en 1991 à 68,2% en 1997. Mais la période a aussi été marquée par les changements spectaculaires intervenus dans le contexte géopolitique de l'Amérique centrale. À la fin de 1990, les élections au Nicaragua ont mis fin au régime sandiniste, apaisant la tension sur toute la longueur de la frontière avec ce pays (qui fait partie de la zone du projet) En raison des difficultés économiques qu'a connues le Nicaragua au cours des années 90, la population a émigré en masse dans la zone du projet. Cela a aggravé une situation sociale déjà tendue du fait de la surcharge des services publics, comme les services de santé et d'éducation, et a fait basculer beaucoup de gens au-dessous du seuil de pauvreté.

26. Par ailleurs, les conditions météorologiques ont été particulièrement mauvaises pendant la période d'exécution, ce qui a retenti sur l'activité agricole. Pendant la récolte des haricots de la campagne 1996/97, les fortes pluies ont causé de lourdes pertes, les paysans ne pouvant faire la récolte que sur 75% des superficies plantées. En 1997 et 1998, le phénomène *El Niño* a provoqué une sécheresse exceptionnelle dans la zone du projet, la saison sèche qui est normalement de trois mois s'étendant sur sept mois pleins.

27. Néanmoins, les activités de crédit et de vulgarisation ont permis aux bénéficiaires d'augmenter les superficies plantées en céréales, en plantes racines et tubercules et, dans une moindre mesure, en cultures non traditionnelles. Le crédit a aussi permis d'utiliser davantage d'intrants, tels que des semences certifiées et des engrais. Par ailleurs, des cultures non traditionnelles, comme le palmito et le piment rouge, ont pu être introduites.



ANNEXE I

28. Le crédit a joué aussi un rôle très important dans le secteur de l'élevage où il a représenté 44% du volume total des prêts et 64% des prêts destinés à des investissements. Les fermiers ont pu acheter plus de 7 500 têtes de bétail, construire des infrastructures et semer des pâturages. Il en est résulté une certaine capitalisation des fermes et une augmentation de la production laitière qui s'est traduite par une amélioration de la nutrition familiale et par des revenus additionnels, notamment pendant les périodes de pointe de la production. Cependant, les investissements dans les terres de pâturage ont été faibles, ce qui pourrait compromettre à long terme les bénéfices escomptés de l'augmentation du cheptel.

29. Les agro-industries financées par la composante commercialisation ont directement bénéficié à un grand nombre de petits producteurs. Elles ont aussi créé, directement et indirectement, des emplois dans les usines, le transport et la commercialisation. Les petits producteurs qui jusque là étaient isolés et ne pouvaient pas commercialiser leurs produits dans des conditions satisfaisantes ont pu les vendre à des prix raisonnables et améliorer leurs revenus. Cependant, le contrôle de la qualité des projets agro-industriels proposés est resté médiocre, ce qui pourrait compromettre l'avenir de certains d'entre eux. En résumé, la composante commercialisation a donné des résultats positifs, en deçà toutefois des attentes.

ANNEXE II

LISTE DES ACTIVITÉS D'ÉVALUATION DE JANVIER À DÉCEMBRE 1998

Pays/Projet (Numéro du prêt)/(Institution coopérante/Dates d'entrée en vigueur et de clôture)	Financement du projet*	Dates des missions Personnel/Consultants
MISSIONS D'ÉVALUATION		
Évaluations à mi-parcours		
Afrique		
Swaziland Projet de développement agricole des petites exploitations (323-SZ) (BAfD 29.04.94 - 30.09.01) (BMP/EMP)	e	29.09.98 - 10.10.98 Personnel/Consultants
Sao Tomé-et-Principe Programme national d'appui à la promotion de l'agriculture familiale (340-ST) (BSP/ONU 20.03.95 - 30.06.01)	f	24.03.98 - 21.04.98 Personnel/Consultants
Proche-Orient et Afrique du Nord		
Syrie Projet de développement agricole de la région Sud - Phase II (311-SY) (FADES 10.03.93 - 31.12.2001)	f	07.09.98 - 30.09.98 Personnel/Consultants
II. Évaluations intermédiaires		
Afrique		
Côte d'Ivoire Projet de développement rural dans le Nord-Est (284-CT) (BOAD 28.07.92 - 31.12.98)		04.02.98 - 24.02.98 Consultants
Gabon Projet de soutien aux petits exploitants (246-GN) (BSP/ONU 04.10.93 - 30.06.99)	e	11.10.98 - 27.10.98 Personnel/Consultants
Ouganda Projet de développement de l'Uganda Women's Effort to Save Orphans (BG-09-UG) (BSP/ONU 28.03.96 - 31.12.99)	BSF	08.07.98 - 29.07.98 Personnel/Consultants
Ghana Projet de conservation des sols et de réhabilitation des petites exploitations dans le Haut Ghana oriental (026-GH) (BSP/ONU 14.06.91 - 31.12.97)	e	19.02.98 - 10.03.98 Personnel/Consultants

* e: projets lancés et exclusivement financés par le FIDA;
 f: projets lancés par le FIDA et cofinancés;
 c: projets lancés par d'autres, cofinancés par le FIDA.

ANNEXE II

Pays/Projet (Numéro du prêt)/(Institution coopérante/ Dates d'entrée en vigueur et de clôture)	Financement du projet	Dates des missions Personnel/Consultants
Amérique latine et Caraïbes		
El Salvador Projet de développement agricole dans les petites exploitations de la région Paracentrale (267-ES) (BCIE 30.11.92 - 31.03.99)	f	03.02.98 - 05.03.98 Personnel/Consultants
Mexique Projet de développement des communautés rurales marginales de la région de production de l'ixtle (270-ME) (BSP/ONU 18.10.91 - 31.03.00)	e	05.10.98 - 31.10.98 Personnel/Consultants
Don d'assistance technique n° 310-RIMISP Réseau pour les projets du FIDA en Amérique latine et aux Caraïbes (FIDAMERICA)		18.02.98 - 17.03.98 Consultants
III. Évaluations terminales et rétrospectives		
Afrique		
Kenya Projet de développement des services aux collectivités rurales et aux petits exploitants des régions arides (BG-06-KE) (BSP/ONU 15.12.93. - 31.12.96)	BSF	28.11.98 - 18.12.98 Personnel/Consultants
Mali Programme de fonds de développement villageois - Phase II (278-ML) (BSP/ONU 06.08.92 - 30.06.99)	e	30.11.98 - 20.12.98 Consultant (Mission de préparation)
Asie		
Inde Projet de développement en faveur des populations tribales de l'Orissa (214-IN) (PNUD/BSP/ONU 27.05.88 - 31.12.97)	f	08.11.98 - 23.11.98 Personnel/Consultants
Bangladesh Projet de développement de l'élevage au niveau de la petite exploitation (280-BA) (BSP/ONU 14.12.91 - 31.12.99)	f	09.11.98 - 04.12.98 Personnel/Consultants
Amérique latine et Caraïbes		
Costa Rica Projet de développement du crédit agricole dans la zone Nord (235-CR) (BCIE 29.11.91 - 30.06.96)	f	21.07.98 - 10.08.98 Personnel/Consultants

ANNEXE II

Pays/Projet (Numéro du prêt)/(Institution coopérante/ Dates d'entrée en vigueur et de clôture)	Financement du projet	Dates des missions Personnel/Consultants
Proche-Orient et Afrique du Nord		
Maroc Projet de développement rural de la plaine d'Abda (193-MO) (FADES 15.06.87 - 30.06.96)	f	12.10.98 - 17.11.98 Consultants
IV. Évaluations ciblées		
Afrique		
Bénin Projet d'activités génératrices de revenus (399-BJ) Composante promotion des associations financières villageoises (BSP/ONU 06.12.95 - 30.06.04)	f	10.06.98 - 23.06.98 Consultants
Guinée Projet de développement des petites exploitations en région forestière (313-GU) Composante promotion des associations financières villageoises (BSP/ONU - 23.02.94 - 31.03.00)	f	03.09.98 - 15.09.90 Consultants
V. Évaluation de portefeuille de projets de pays		
Asie		
Népal		
Projet de développement rural intégré (Zone de Sagarmatha) (010-NEP) (BAsD 11.01.79 - 31.12.98)	c	Mai/juin 1998 Personnel/Consultants
Projet de développement des petites exploitations (057-NE) (BAsD 10.07.81 - 31.12.87)	e	
Projet de développement de la zone d'intervention (082-NE) (BAsD 01.10.82 - 30.09.89)	c	
Deuxième projet de développement des petites exploitations (166-NE) (BAsD 03.03.86 - 30.06.91)	f	
Projet de développement de l'aquaculture (191-NE) (BAsD 15.10.87 - 31.12.92)	c	
Projet de crédit à la production à l'intention des femmes des zones rurales (208-NE) (BSP/ONU 30.11.88 - 31.12.97)	f	

ANNEXE II

Pays/Projet (Numéro du prêt)/(Institution coopérante/ Dates d'entrée en vigueur et de clôture)	Financement du projet	Dates des missions Personnel/Consultants
Projet de mise en valeur des ressources forestières et fourragères sous bail dans le Moyen Pays (250-NE) (BSP/ONU 18.02.91 - 14.09.00)	f	
Projet de mise en valeur des ressources forestières et fourragères sous bail dans le Moyen Pays (352-NP) (BSP/ONU 01.11.94 - 31.12.01)	f	
Projet de réduction de la pauvreté dans l'ouest du Terai (452-NP) (BSP/ONU 12.03.98 - 31.12.04)	e	
VI. Mission/ateliers d'appui spécial S&E		
Afrique		
Tanzanie, République-Unie de Projet d'aménagement de l'agriculture et de l'environnement (433-TZ) (Banque mondiale 25.06.96 - 30.06.03) Mission d'appui spécial S&E	f	22.06.98 - 03.08.98 Consultants
Zambie Projet de développement régional de la province du Nord-Ouest - Phase II (S028/293-ZA) (Banque mondiale 26.06.92 - 30.06.00) Suivi de la mission d'évaluation à mi-parcours	f	Janvier 1998 Personnel
Asie		
Bhoutan Premier projet agricole de la zone orientale (299-BH) (BSP/ONU 23.10.92 - 30.06.99) Suivi de la mission d'évaluation intermédiaire	f	Juin 1998 Personnel
Amérique latine et Caraïbes		
Bolivie Programme de formation sur le S&E des projets de développement rural - Atelier		Avril 1998 Personnel/Consultants

ANNEXE II

Pays/Projet (Numéro du prêt)/(Institution coopérante/ Dates d'entrée en vigueur et de clôture)	Financement du projet	Dates des missions Personnel/Consultants
Proche-Orient et Afrique du Nord		
Arménie Projet de services agricoles dans le nord-ouest (455-AM) (Supervision directe 14.04.98 - 31.12.02) Suivi participatif*	e	06.04.98 - 16.04.98 Personnel/Consultants
Arménie Projet de services agricoles dans le nord-ouest (455-AM) (Supervision directe 14.04.98 - 31.12.02) Suivi participatif*	e	20.07.98 - 04.08.98 Personnel/Consultants
Bande de Gaza et Jéricho-Gaza et Cisjordanie Programme de gestion participative des ressources naturelles (Supervision directe 07.05.98 - 30.06.04) Suivi participatif*		13.07.98 - 31.07.98 & 20.11.98 - 11.12.98 Consultant
VII. Études thématiques		
Études thématiques sur la mise en valeur des petits États insulaires		En cours (Date d'achèvement fin 1999)
Études thématiques sur les Associations d'utilisateurs de l'eau sur les petits périmètres d'irrigation		En cours (Date d'achèvement Phase I fin 1999)
Études thématiques sur l'agriculture pluviale dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord		En cours (Date d'achèvement Phase I fin 1999)

* OE collabore avec le Département gestion des programmes à la conception de systèmes de suivi participatif de projets directement supervisés par le FIDA.

ANNEXE III

LISTE PROVISOIRE DES ÉVALUATIONS POUR 1999

1. Évaluations terminales

- Ghana:** Projet de crédit, de fourniture d'intrants et de commercialisation en faveur des petits exploitants
Inde: Projet de promotion de la femme au Tamil Nadu
Kenya: Projet d'appui aux groupements paysans et aux collectivités rurales (cofinancé par le Fonds de survie belge)
Maldives: Projet de crédit et de services bancaires pour le développement des atolls
Mali: Projet de fonds de développement villageois
Pérou: Projet de promotion du transfert de technologies aux communautés paysannes des hauts plateaux
Sri Lanka: Projet de crédit pour les petits exploitants et les paysans sans terre

2. Évaluations intermédiaires

- Équateur:** Projet de développement rural dans le haut bassin fluvial du Cañar
Gaza et Cisjordanie: Programme d'aide et de développement pour la bande de Gaza et Jéricho
Mali: Programme de sécurité en matière d'alimentation et de revenus à Kidal
Tchad: Projet de sécurité alimentaire au Nord-Guéra
Uruguay: Projet national d'appui aux petits producteurs
Mauritanie: Projet d'amélioration des cultures de décrue à Maghama

3. Évaluations à mi-parcours

- Brésil:** Projet de soutien aux familles à faible revenu dans la région semi-aride de l'État de Sergipe
Égypte: Projet de services agricoles aux nouvelles terres
Tanzanie, République-Unie de: Projet d'approvisionnement en eau et services sanitaires dans les zones marginales
Tunisie: Projet de développement agricole intégré de Kairouan
Zambie: Programme de sécurité alimentaire des ménages dans la province méridionale

4. Évaluation de dons d'assistance technique (AT)

- Don AT pour le Programme de renforcement des capacités régionales d'évaluation des projets de lutte contre la pauvreté rurale en Amérique latine et aux Caraïbes (PREVAL)
- Don AT pour le Programme régional de formation au développement rural - PROCASUR (Amérique latine)

5. Évaluations ciblées

- Chine:** Évaluations ciblées des composantes crédit de trois projets en Chine

6. Études thématiques

- approche FIDA de la mise en valeur des petits États insulaires
- Activités commerciales des petits agriculteurs en Amérique centrale
- approche FIDA de l'établissement d'associations d'irrigants sur les petits périmètres d'irrigation
- approche FIDA des zones sèches marginales dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord
- suivi de la sécurité alimentaire et de la nutrition des communautés rurales (DAT)
- suivi des associations financières villageoises en Afrique de l'Ouest

ANNEXE IV

TYPES D'ÉVALUATIONS CONDUITES PAR LE FIDA

ÉVALUATION À MI-PARCOURS (EMP)	Les EMP sont effectuées à mi-durée du projet. Cette étape coïncide généralement avec le décaissement de 50% des fonds, mais différents facteurs peuvent justifier que l'évaluation ait lieu plus tôt ou plus tard, la corrélation entre les taux de décaissement et la progression de la mise en oeuvre n'étant pas toujours linéaire.
ÉVALUATION INTERMÉDIAIRE (EI)	Les évaluations intermédiaires sont une étape obligatoire avant l'engagement d'une seconde phase du projet ou le lancement d'un projet analogue dans la même région. Les constats, les recommandations et les enseignements tirés des EI constituent ensuite la base de la conception des interventions ultérieures.
ÉVALUATION TERMINALE	Les évaluations terminales sont effectuées après la finalisation du rapport d'achèvement établi par l'Emprunteur (souvent avec l'aide de l'institution coopérante) ou par l'institution coopérante elle-même (dans le cas de la Banque mondiale). Les évaluations terminales ont généralement lieu de six à 18 mois après la date de clôture du projet.
ÉVALUATION RÉTROSPECTIVE	Les évaluations rétrospectives ont habituellement lieu de trois à cinq ans après la clôture du projet et visent surtout à déterminer la pérennité des interventions.
ÉVALUATION DU PORTEFEUILLE DE PROJETS D'UN PAYS (EPP)	Les EPP visent à tirer les enseignements de l'ensemble des projets financés par le FIDA dans un pays donné. Le but n'est pas d'évaluer chaque projet clos ou en cours, mais plutôt de réunir des informations comparées sur les aspects les plus importants de l'exécution et d'établir les grandes orientations stratégiques et opérationnelles de la future réserve de projets du FIDA dans le pays.
ÉTUDES/ÉVALUATIONS THÉMATIQUES	Elles ont pour but d'examiner les données d'expérience qui ont été réunies par le FIDA sur un thème donné ou un aspect particulier des interventions du Fonds et qui sont spécifiques d'une région ou d'une sous-région ou qu'on retrouve dans toutes les interventions du FIDA. Ces évaluations fournissent l'occasion de synthétiser et d'analyser les données d'expérience accumulées par le Fonds dans les pays et les régions et d'en tirer des enseignements valables pour les pays et les régions en question.
ÉVALUATIONS CIBLÉES	Les évaluations ciblées portent exclusivement sur une composante ou un aspect d'un projet/programme spécifique ou d'un groupe de projets dans un pays donné.



ANNEXE I